

Le point sur les prévisions mensuelles



November 13,
2025

Services
économiques **RBC**

**Paralysie record du gouvernement américain,
budget gigantesque du Canada, mais peu
de révisions des prévisions**

Points saillants:



Le budget d'automne du gouvernement canadien affiche une augmentation du déficit par rapport au PIB. L'incertitude entourant son déploiement nous a incités à adopter une approche attendiste quant à l'incidence sur la croissance du PIB réel à court terme.



Les premières données au Canada laissent entrevoir des signes de stabilisation des conditions sur l'ensemble des marchés de l'emploi, ce qui est conforme à nos perspectives pour le Canada, selon lesquelles les pires perturbations économiques causées par les droits de douane sont derrière nous.



La paralysie du gouvernement américain ne devrait pas avoir d'incidence durable sur l'économie. Elle aura pour effet temporaire de réduire la croissance du PIB américain au quatrième trimestre avant que la croissance revienne au premier trimestre de 2026, alors que les fonctionnaires mis à pied retourneront au travail.



Les marchés américains de l'emploi ont probablement continué de s'affaiblir graduellement, ce qui fera monter le taux de chômage.



Nous nous attendons toujours à ce que la Fed réduise graduellement sa fourchette cible de 3,25 % à 3,5 % d'ici le milieu de 2026, tandis que la Banque du Canada maintiendra le taux du financement à un jour à 2,25 % jusqu'à la fin de 2026.

Enjeux sous la loupe:



Les dépenses des ménages canadiens sont demeurées fortes cette année, malgré l'incertitude accrue entourant les échanges commerciaux, le ralentissement marqué de la croissance de la population et la baisse de vigueur du marché de l'emploi. À l'approche de 2026, nous nous attendons à ce que la résilience persistante des dépenses accentue les pressions inflationnistes, ce qui gardera la BdC sur la touche.

Changements dans les prévisions:

Le budget gigantesque du gouvernement fédéral canadien ne devrait pas modifier les prévisions à court terme

Nous n'avons apporté aucun changement aux prévisions du budget fédéral canadien déposé le 4 novembre. Malgré l'annonce de grosses dépenses, la plupart des hausses avaient été télégraphiées avant la publication du budget; elles n'ont donc pas modifié de façon significative les prévisions de croissance à court terme.

Pour mettre les choses en contexte, nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2025 et 2026 avaient déjà été revues à la hausse de 0,4 point de pourcentage, par suite de la forte impulsion budgétaire fédérale et provinciale attendue qui avait été annoncée/prévue plus tôt cette année.

Pour ce qui est de la ventilation, les mesures budgétaires sont fortement axées sur la défense et les infrastructures, où les retards dans le déploiement des fonds sont probables. Nous avons adopté une approche attentiste, mais reconnaissons que la politique budgétaire est une source de hausse importante au-delà de 2026 si les dépenses peuvent être exécutées comme prévu.

Dans l'ensemble, la morosité actuelle de l'économie et la dette moins lourde par rapport aux autres économies avancées signifient que le gouvernement canadien dispose d'une marge de manœuvre pour poursuivre sa politique budgétaire expansionniste. Néanmoins, la dette croissante et les déficits persistants érodent la capacité budgétaire du gouvernement à réagir aux chocs économiques futurs, et risquent de faire reculer les comparaisons de crédit du Canada par rapport au petit nombre de pays notés AAA qui restent.

Les secteurs canadiens exposés aux échanges commerciaux commencent à montrer des signes de stabilisation

Les droits de douane américains ont entraîné une forte baisse des exportations canadiennes et de l'emploi dans les industries ciblées. Mais il y a des signes précurseurs de stabilisation. Les données préliminaires sur les ventes du secteur manufacturier laissent entrevoir une augmentation des volumes de ventes au troisième trimestre, après un plongeon de 3 % au deuxième trimestre. L'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté de façon consécutive en septembre et en octobre pour atteindre des niveaux supérieurs à ceux d'il y a un an. Les indicateurs avancés de la demande d'embauche, comme les offres d'emploi sur Indeed, se sont améliorés.

Nous demeurons prudemment optimistes à l'égard des perspectives économiques à court terme pour le Canada; nous sommes d'avis que le pire pour le marché de l'emploi est derrière nous et que le taux de chômage diminuera graduellement par rapport au pic de 7,1 % atteint précédemment. L'inflation globale des biens de consommation devrait cadrer essentiellement avec la cible de 2 % de la BdC. Bien que la résilience de la consommation des ménages soit un facteur favorable important, elle limite la capacité de la BdC à réduire les taux d'intérêt à des niveaux expansionnistes (voir Enjeux sous la loupe).

La paralysie record du gouvernement a entraîné une révision de la croissance du PIB des États-Unis pour le quatrième trimestre

La paralysie du gouvernement américain qui a duré six semaines nous a incités à réviser à la baisse nos prévisions de croissance du PIB pour le quatrième trimestre, les faisant passer d'un taux annualisé déjà faible de 1 % à 0,5 %. Nous ne nous attendons pas à ce que les activités se contractent complètement, la baisse des dépenses publiques ayant en grande partie été compensée par la forte consommation des ménages, qui persiste au quatrième trimestre – l'indice ISM des services en octobre a progressé à son rythme le plus rapide depuis un an, en raison surtout de la hausse des nouvelles commandes.

Nous nous attendons à ce que la majeure partie du ralentissement du PIB se résorbe au trimestre suivant une fois que les travailleurs mis à pied reviendront au travail et recevront leur paye rétroactivement. Pour le reste de 2026, nous tablons toujours sur une légère stagflation de l'économie américaine, alors que la croissance ralentira et que l'inflation de base s'intensifiera.

Les perspectives de ralentissement graduel du marché américain de l'emploi sont maintenues

Nous avons provisoirement relevé nos prévisions du taux de chômage aux États-Unis pour le quatrième trimestre afin de tenir compte de la hausse temporaire en octobre attribuable aux fonctionnaires mis à pied, mais les premiers rapports donnent à penser que les données d'octobre ne seront peut-être pas publiées. Dans l'ensemble, les perspectives d'un affaiblissement graduel, mais persistant, du marché américain de l'emploi ont été maintenues et nous prévoyons toujours un pic du taux de chômage à 4,6 % au premier semestre de 2026.

Les récentes données sur le marché du travail privé ont continué de baisser – les mises à pied selon Challenger et les données sur l'emploi d'ADP ont été plus faibles que prévu pour octobre. Toutefois, les demandes initiales de prestations d'assurance-chômage (selon nos calculs, qui regroupent les données globales à l'échelle des États) sont demeurées faibles pendant la fermeture du gouvernement, s'établissant en moyenne à 227 000 au cours de la période de six semaines qui s'est écoulée depuis le 27 septembre et en baisse par rapport aux 238 000 pour la période de quatre semaines précédente. Les demandes de renouvellement d'assurance-chômage ont augmenté, ce qui cadre avec le contexte marqué par peu d'embauches et peu de licenciements qui a alimenté le chômage à long terme aux États-Unis.

On s'attend à ce que toute future baisse de taux directeur par la Fed, qui est prudente, soit limitée

Les dirigeants de la Fed ont fait part de leurs préoccupations quant à une baisse trop importante, trop rapide des taux d'intérêt. Même si l'inflation dans son ensemble en a étonné plus d'un en perdant de la vitesse en septembre, des signes indiquaient toujours que les hausses de tarifs du début de l'année se répercutent graduellement sur les prix à la consommation. Nous nous attendons à une pause de la Fed en décembre et à seulement deux autres baisses de 25 points de base au premier semestre de 2026, avant de rester à 3,25 % – 3,5 % pour le reste de l'année prochaine.

Banque centrale	Taux directeur actuel	Prochain changement	
 BdC	2.25% -25 pb en oct. 2025	0 pb déc. 2025	Comme prévu, la BdC a réduit son taux directeur de 25 pb en octobre, mais est devenue ensuite résolument attentiste. Pour la première fois depuis janvier, le Rapport sur la politique monétaire a dévoilé un scénario de base, qui montre une croissance du PIB faible, mais positive, au cours des prochains trimestres et une inflation qui suit vaguement la cible de 2 %. Ce scénario est largement conforme à nos propres prévisions et nous ne prévoyons aucun changement de taux d'ici la fin de 2026.
 Fed	3.75-4.00% -25 pb en oct. 2025	0 pb déc. 2025	Le FOMC a voté en faveur d'une autre réduction en octobre. Exceptionnellement, les avis des décideurs varient, mais les commentaires du président de la Fed Jerome Powell lors de la conférence de presse ont laissé entendre qu'il allait falloir « ralentir », étant donné le contexte nébuleux, ce qui réduit la probabilité d'une réduction en décembre. Nous nous attendons toujours à ce que la Fed passe son tour en décembre et qu'elle procède à deux réductions de 25 pb en 2026, portant le taux des fonds fédéraux dans une fourchette de 3,25 % – 3,5 %.
 BdA	4.00% 0 pb en nov. 2025	-25 pb déc. 2025	Le comité de la politique monétaire de la Banque d'Angleterre a voté à 5 contre 4 pour maintenir le taux directeur à 4 % en novembre; cette marge est plus serrée que ce à quoi nous et les autres analyses nous attendions. Le comité de la politique monétaire s'est montré plus optimiste à l'égard de la progression de l'inflation et a déclaré que si cette tendance se maintenait, le taux directeur de la banque allait probablement poursuivre sa trajectoire baissière graduelle. Nous prévoyons maintenant que la Banque d'Angleterre abaissera une autre fois son taux en décembre pour ensuite le maintenir à 3,75 % en 2026.
 BCE	2.00% 0 pb en oct. 2025	0 pb déc. 2025	La Banque centrale européenne a laissé son taux de dépôt inchangé pour une troisième réunion consécutive en octobre. Le communiqué de presse a de nouveau évoqué la conjoncture économique résiliente. La présidente Christine Lagarde a ensuite ajouté que la BCE se trouve « dans une bonne position » et que les risques de baisse de la croissance économique se sont « atténués ». Nous maintenons notre prévision selon laquelle le taux des dépôts restera à 2 % d'ici la fin de 2026.
 RBA	3.60% 0 pb en nov. 2025	0 pb déc. 2025	Comme prévu, la Banque de réserve d'Australie a laissé le taux au comptant inchangé en novembre, une décision unanime sans discussion d'une réduction. Le ton de la communication était plutôt ferme. Comme l'inflation de base devrait rester au sommet de la fourchette cible de 2 % à 3 % de la RBA jusqu'au milieu de 2026, nous croyons qu'une position légèrement restrictive est appropriée et prudente, et nous nous attendons à ce que le taux au comptant demeure à 3,6 % dans un avenir prévisible.

Enjeux sous la loupe:

Cinq raisons pour lesquelles les dépenses de consommation au Canada resteront résilientes et garderont la BdC de réduire davantage les taux

L'inflation sous-jacente persistante en raison de la résilience de la demande intérieure est la raison pour laquelle nous pensons que la Banque du Canada aura du mal à justifier une réduction du taux du financement à un jour, qui est à 2,25 % (soit la limite inférieure du taux neutre de l'inflation au fil du temps selon la BdC), pour le porter à des niveaux purement expansionnistes.

L'économie dans son ensemble a été faible, mais le ralentissement a été en grande partie concentré dans le secteur des entreprises et, en particulier, dans les industries manufacturières très axées sur les exportations. Par ailleurs, la demande des consommateurs a été plus vigoureuse que prévu. Et c'est la demande des consommateurs par rapport à l'offre disponible qui détermine le rythme de la croissance des prix à la consommation. Les prix des services non liés aux logements produits et consommés au Canada ont augmenté plus rapidement que l'inflation globale cette année.

Pour 2026, comme la Banque du Canada, nous nous attendons à ce que l'inflation de base continue de diminuer, mais qu'elle demeure supérieure à la cible de 2 % de la banque centrale. À la lumière de ce scénario de base, nous estimons que les risques sont orientés à la hausse. Posons le regard sur les cinq principaux facteurs qui, selon nous, seront favorables aux dépenses de consommation et à l'inflation l'année prochaine :

1. Les dépenses de consommation par habitant s'accroissent malgré la nervosité suscitée par la guerre commerciale



Les dépenses de consommation au Canada ont généralement surpassé les attentes cette année. Le volume de consommation des ménages a augmenté à un taux annualisé moyen de 2,5 % au premier et au deuxième trimestre, en baisse par rapport au rythme de 4,6 % au deuxième semestre de 2024, mais toujours à un taux robuste sur le plan historique.

La croissance de la population a fortement ralenti après que le gouvernement fédéral a réduit considérablement le nombre d'arrivées de résidents permanents et temporaires. Ainsi, la croissance des dépenses par habitant s'est, dans les faits, accélérée de 2,4 % par année au deuxième trimestre de 2025, soit le rythme le plus rapide en trois ans.

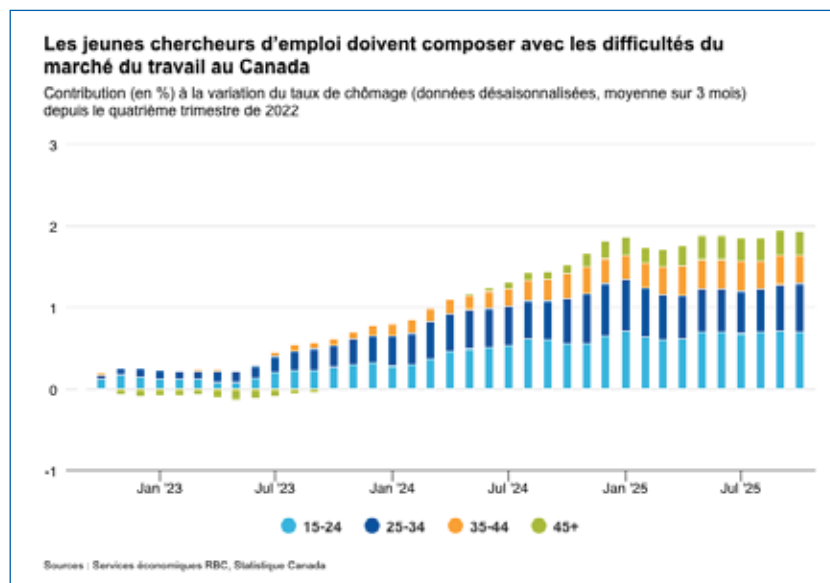
La vigueur des achats se reflète dans le suivi des transactions par carte de crédit de RBC, qui montre des augmentations soutenues dans les principales catégories de dépenses de consommation au cours de l'été et jusqu'à l'automne.

2. La faiblesse des marchés de l'emploi a été concentrée dans le ralentissement des embauches plutôt que dans l'accélération des congédiements

La hausse de la consommation par habitant s'est produite malgré le ralentissement du marché de l'emploi. La hausse du taux de chômage est en grande partie attribuable à la forte détérioration de l'embauche de nouveaux venus sur le marché du travail – de façon disproportionnée chez les jeunes travailleurs – plutôt qu'aux mises à pied d'employés existants.

Et les jeunes Canadiens sont responsables d'une plus petite part des dépenses intérieures totales que les cohortes plus âgées. Les données de Statistique Canada montrent que les ménages dont le principal soutien économique est âgé de moins de 35 ans dépensent en moyenne de 20 % à 40 % de moins que les ménages plus âgés dont le principal soutien économique est âgé de 35 à 65 ans.

La faiblesse des marchés de l'emploi demeure un risque de baisse, mais le taux de chômage a atteint un plateau d'environ 7 % et nous attendons à ce qu'un rebond progressif soutienne une remontée du revenu des ménages et du pouvoir d'achat en 2026.



3. Apaisement des difficultés liées au renouvellement des prêts hypothécaires à la suite des réductions de taux de la Banque du Canada

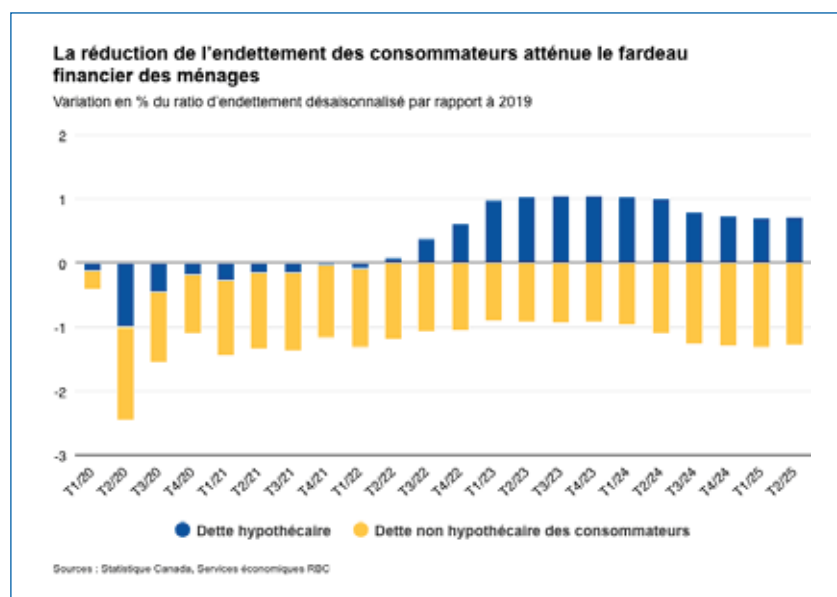
La hausse des paiements hypothécaires survenue dans la foulée des taux d'intérêt très bas de la pandémie a été l'un des principaux obstacles aux dépenses des ménages au cours des deux dernières années, et une part importante des prêts hypothécaires à taux fixe d'une durée de quatre et cinq ans continueront d'être renouvelés à des taux plus élevés par rapport aux creux de 2020 et 2021.

Néanmoins, la taille globale du « mur des prêts hypothécaires » a diminué à la suite des réductions de taux de la BdC depuis 2024. Les augmentations des paiements chez ceux qui renouvellent à des taux plus élevés sont plus limitées qu'elles ne l'ont été, et les paiements d'une part importante des prêts hypothécaires en cours de plus courtes durées (24 % en date de décembre 2024 selon les estimations de la Banque du Canada) diminueront d'ici la fin de l'année prochaine.

4. Les bilans des ménages se portent mieux

Bien que la part du revenu des ménages utilisée pour payer les coûts hypothécaires (ratio du service de la dette hypothécaire) demeure plus élevée, à des niveaux presque records, la baisse des paiements de la dette non hypothécaire des consommateurs a offert un allègement aux ménages et rétabli une partie de leur pouvoir d'achat. Par conséquent, le ratio d'endettement global au deuxième trimestre pour les prêts hypothécaires et les prêts non hypothécaires combinés était, en fait, inférieur au niveau de 2019.

De plus, la vigueur des marchés financiers a fait grimper la valeur nette des ménages. Les gains n'ont pas été distribués de façon égale et les ménages plus fortunés ont vu leur richesse s'accroître. Ces gains s'ajoutent néanmoins au pouvoir d'achat global et compensent le ralentissement de la croissance du revenu des ménages cette année qui est attribuable à la faiblesse du marché de l'emploi.



5. Les répercussions des tarifs douaniers américains ont été limitées à ce jour, mais des risques persistent

Comme le gouvernement canadien a abandonné la plupart des contre-mesures tarifaires, les importateurs canadiens ne paient pas de tarifs douaniers directement dans la plupart des cas. Néanmoins, la hausse des coûts des intrants du côté des producteurs américains pourrait se répercuter sur les acheteurs canadiens par l'intermédiaire des chaînes de production commerciales étroitement intégrées.

Les chaînes d'approvisionnement intégrées pourraient brouiller les cartes quant à savoir si un produit est une importation ou une exportation, les produits intermédiaires traversant la frontière entre les États-Unis et le Canada plusieurs fois lors du processus de production. Cela signifie que même l'imposition unilatérale de frais d'importation par les États-Unis peut faire augmenter les coûts dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement nord-américaines.

En 2021, Statistique Canada a estimé que jusqu'à 13,3 % de la consommation des ménages au Canada découlait de l'importation des États-Unis. Environ 7,5 % de ce pourcentage représentait les biens finaux et le reste, les produits intermédiaires qui alimentent la production canadienne avant d'atteindre les consommateurs. Les hausses de prix causées par les tarifs douaniers observées aux États-Unis ont été faibles à ce jour, mais pourraient se répercuter sur le Canada lorsqu'elles prendront de l'ampleur en 2026.

Perspectives de taux d'intérêt | novembre 2025

Taux directeur et rendements des obligations d'État

	T1-24	T2-24	T3-24	T4-24	T1-25	T2-25	T3-25	T4-25	T1-26	T2-26	T3-26	T4-26
Canada												
Taux du financement à un jour	5,00	4,75	4,25	3,25	2,75	2,75	2,50	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25
3 mois	4,99	4,64	3,94	3,16	2,62	2,65	2,42	2,15	2,20	2,20	2,20	2,25
2 ans	4,22	3,99	2,92	2,93	2,46	2,59	2,47	2,35	2,35	2,40	2,45	2,50
5 ans	3,58	3,51	2,74	2,96	2,61	2,83	2,74	2,70	2,75	2,80	2,90	3,00
10 ans	3,52	3,50	2,95	3,23	2,97	3,28	3,18	3,15	3,20	3,25	3,30	3,40
30 ans	3,41	3,39	3,13	3,33	3,23	3,56	3,64	3,65	3,70	3,70	3,70	3,75
États-Unis												
Point médian des fonds fédéraux	5,38	5,38	4,88	4,38	4,38	4,38	4,13	3,83	3,58	3,33	3,33	3,33
3 mois	5,45	5,48	4,73	4,37	4,32	4,41	4,02	3,83	3,58	3,36	3,38	3,38
2 ans	4,66	4,71	3,66	4,25	3,89	3,72	3,60	3,75	3,95	4,05	4,15	4,20
5 ans	4,28	4,33	3,58	4,38	3,96	3,79	3,74	3,95	4,15	4,25	4,35	4,40
10 ans	4,27	4,36	3,81	4,58	4,23	4,24	4,16	4,30	4,40	4,50	4,55	4,55
30 ans	4,41	4,51	4,14	4,78	4,59	4,78	4,73	4,85	4,90	4,95	4,95	4,90
Royaume-Uni												
Taux d'escompte	5,25	5,25	5,00	4,75	4,50	4,25	4,00	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75
2 ans	4,17	4,23	3,97	4,38	4,20	3,81	3,99	4,10	4,25	4,30	4,40	4,50
5 ans	3,84	4,03	3,85	4,35	4,29	3,95	4,14	4,25	4,35	4,40	4,50	4,60
10 ans	3,95	4,17	4,00	4,57	4,70	4,48	4,70	4,75	4,80	4,90	5,00	5,00
30 ans	4,49	4,67	4,54	5,11	5,29	5,25	5,49	5,50	5,50	5,60	5,65	5,65
Zone euro *												
Taux de dépôt	4,00	3,75	3,50	3,00	2,50	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
2 ans	2,83	2,82	2,09	2,09	2,05	1,85	2,02	2,10	2,15	2,25	2,40	2,50
5 ans	2,32	2,48	1,97	2,15	2,34	2,15	2,31	2,50	2,50	2,60	2,70	2,80
10 ans	2,29	2,50	2,14	2,36	2,74	2,59	2,72	3,00	3,00	3,10	3,20	3,25
30 ans	2,46	2,69	2,46	2,60	3,09	3,12	3,30	3,40	3,60	3,75	3,80	4,00
Australie												
Taux au comptant	4,35	4,35	4,35	4,35	4,10	3,85	3,60	3,60	3,60	3,60	3,60	3,60
2 ans	3,76	4,17	3,64	3,87	3,68	3,21	3,49	3,65	3,70	3,70	3,80	3,80
10 ans	3,97	4,31	3,97	4,37	4,39	4,16	4,30	4,50	4,55	4,60	4,65	4,55
Nouvelle-Zélande												
Taux au comptant	5,50	5,50	5,25	4,25	3,75	3,25	3,00	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25
Swap de 2 ans	4,78	4,95	3,56	3,36	3,33	3,18	2,60	2,65	2,85	2,90	2,95	3,10
Swap de 10 ans	4,35	4,48	3,87	3,91	4,05	4,03	3,66	3,80	3,95	4,10	4,15	4,15

Sources: Refinitiv, BoC, Fed, BoE, ECB, RBA, RBNZ, RBC Economics, RBC Capital Markets | *German government bond yields

Perspectives économiques | novembre 2025

PIB réel, variation d'un trimestre à l'autre en pourcentage

	T1-24	T2-24	T3-24	T4-24	T1-25	T2-25	T3-25	T4-25	T1-26	T2-26	T3-26	T4-26	2024	2025	2026
Canada*	2,1	2,5	2,4	2,1	2,0	-1,6	0,5	0,8	1,5	1,7	2,0	2,2	1,6	1,2	1,2
États-Unis	0,8	3,6	3,3	1,9	-0,6	3,8	2,0	0,5	1,7	1,5	1,7	1,8	2,8	1,8	1,6
Royaume-Uni	0,8	0,6	0,2	0,2	0,7	0,3	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	1,1	1,5	1,1
Zone euro	0,3	0,2	0,4	0,4	0,6	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,8	1,3	1,5
Australie	0,2	0,1	0,3	0,6	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	1,0	1,8	2,5

*annualisé

Inflation, variation en pourcentage d'une année à l'autre

	T1-24	T2-24	T3-24	T4-24	T1-25	T2-25	T3-25	T4-25	T1-26	T2-26	T3-26	T4-26	2024	2025	2026
Canada	2,8	2,7	2,0	1,9	2,3	1,8	2,0	2,2	2,1	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,2
États-Unis	3,2	3,2	2,6	2,7	2,7	2,4	2,9	3,0	2,8	3,0	2,8	2,5	2,9	2,8	2,8
Royaume-Uni	3,5	2,1	2,1	2,5	2,8	3,5	3,8	3,0	2,7	2,3	2,4	2,4	2,5	3,4	2,8
Zone euro	2,6	2,5	2,2	2,2	2,3	2,0	2,1	2,1	1,8	2,2	2,1	2,0	2,4	2,1	1,9
Australie	3,6	3,8	2,8	2,4	2,4	2,1	3,2	3,7	3,5	3,6	3,0	3,1	3,2	2,9	3,3

Sources: StatCan, BLS, ONS, EuroStat, ABS, RBC Economics, RBC Capital Markets

Perspectives de change | Novembre 2025

Taux croisés en dollars américains, fin de période

	T1-24	T2-24	T3-24	T4-24	T1-25	T2-25	T3-25	T4-25	T1-26	T2-26	T3-26	T4-26
USD/CAD	1.35	1.37	1.35	1.44	1.44	1.36	1.39	1.37	À l'étude			
EUR/USD	1.08	1.07	1.11	1.04	1.08	1.18	1.17	1.17				
GBP/USD	1.26	1.26	1.34	1.25	1.29	1.37	1.34	1.33				
USD/JPY	151	161	143	157	150	144	148	145				
AUD/USD	0.65	0.67	0.69	0.62	0.62	0.66	0.66	0.64				

Taux croisés en dollars canadiens

	T1-24	T2-24	T3-24	T4-24	T1-25	T2-25	T3-25	T4-25	T1-26	T2-26	T3-26	T4-26
EUR/CAD	1.46	1.47	1.50	1.49	1.55	1.60	1.63	1.60	À l'étude			
GBP/CAD	1.71	1.73	1.80	1.80	1.86	1.87	1.88	1.82				
CAD/JPY	112	117	106	109	104	106	106	106				
AUD/CAD	0.88	0.91	0.93	0.89	0.90	0.89	0.92	0.88				

Sources: Federal Reserve Board, Bank of Canada, RBC Economics, RBC Capital Markets



rbc.com/fr/economique/



linkedin.com/company/rbc-economics

Le présent article ou la présentation vise à offrir des renseignements généraux seulement et n'a pas pour objet de fournir des conseils juridiques ou financiers, ni d'autres conseils professionnels. Veuillez consulter un conseiller professionnel en ce qui concerne votre situation particulière. Les renseignements présentés sont réputés être factuels et à jour, mais nous ne garantissons pas leur exactitude et ils ne doivent pas être considérés comme une analyse exhaustive des sujets abordés. Les opinions exprimées reflètent le jugement des auteurs à la date de publication et peuvent changer. La Banque Royale du Canada et ses sociétés affiliées ne font pas la promotion, explicitement ou implicitement, des conseils, des avis, des renseignements, des produits ou des services de tiers.

Le contenu est la propriété de la Banque Royale du Canada ; il ne peut être reproduit de quelque façon, que ce soit intégralement ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire des droits d'auteur. Les tableaux et les statistiques présentés ici ont été préparés par Recherche économique RBC d'après les données obtenues de sources considérées comme fiables. RBC ne donne aucune garantie, expresse ou implicite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces données. La présente publication a pour but d'informer les investisseurs et les gens d'affaires ; elle ne constitue en aucun cas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de titres.

®Marque déposée de Banque Royale du Canada.

©Banque Royale du Canada 2025.